

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/L-Argentine-est-presque-gouvernee-par-les-Etats-Unis>

L'Argentine est presque gouvernée par les États-Unis

- Réflexions et travaux -

Date de mise en ligne : samedi 1er mars 2003

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

L'Argentine est presque gouvernée par les États-Unis et les milieux financiers internationaux. C'est ainsi que, 18 mois après avoir élu une alliance de centre-gauche, la population se retrouve avec un gouvernement vidé de ses ministres et hauts-fonctionnaires de gauche. On est même allé chercher le chef d'un parti de droite, qui n'avait obtenu que 10 % des voix aux élections de 1999, pour en faire le dernier ministre de l'économie.

Le 16 mars dernier, en l'espace de quelques minutes et tout de suite après l'annonce d'un énième nouveau plan d'austérité, trois ministres et six hauts-fonctionnaires du gouvernement de Fernando de la Rúa démissionnaient. Il s'agit des ministres Marcos Makon (Action sociale), Hugo Juri (Éducation) et Federico Storani (Intérieur).

Storani appartenait au Front pour un pays solidaire (Frepasso), la composante plus à gauche de l'alliance qui avait vaincu le Parti justicialiste de Carlos Menem en octobre 1999. L'autre composante est le parti « centriste » du président de la Rúa, l'Union civique radicale. Avec le ministre Storani, démissionnaient aussi le secrétaire à la présidence Ricardo Mitre et l'assistante chef de cabinet Graciela Fernandez Meijide, laissant le Frepasso sans le moindre poste important au gouvernement.

Déjà, en octobre dernier, le vice-président du pays et chef du Frepasso, Carlos Alvarez, avait aussi démissionné suite à des accusations à l'effet que la nouvelle alliance au pouvoir achetait le vote de certains sénateurs pour faire adopter plus facilement les lois exigées par le FMI. Alvarez, qui demandait une enquête sur cette question, s'était heurté à un mur de silence.

Pressions américaines

L'annonce du plan d'austérité venait d'un tout nouveau ministre de l'économie, Ricardo Lopez Murphy, un néolibéral pur et dur amené au ministère de l'Économie le 4 mars pour rassurer une fois de plus les investisseurs étrangers. Il remplaçait Jose Luis Machinea, lui-même démissionnaire après une longue carrière de 15 mois à la tête d'une économie qui en est maintenant à son 33e mois consécutif de ralentissement !

Selon l'hebdomadaire électronique Weekly News Update, Lopez Murphy n'était pas le choix du président De la Rúa. Ce dernier aurait préféré Chrystian Colombo, un ancien président de la Banque de la nation argentine. Mais des pressions des cercles financiers et du gouvernement américain lui ont fait changer d'idée.

Quatre jours après sa nomination, le diplômé de l'Université de Chicago et ancien consultant auprès de la Banque mondiale et du FMI, avait annoncé rien de moins que le démantèlement du ministère de l'Action sociale, forçant la « frépasiste » Meijide à négocier un changement de poste avec son collègue Makon que la gestion de ce démantèlement rebutait moins.

Le plan d'austérité du 16 mars se voulait une « réforme complète de l'État » incluant une hausse du prix des transports en commun, des licenciements d'employés de l'État et une coupure de 112 millions de dollars dans le budget de l'Éducation.

Taliban financier

L'Argentine est presque gouvernée par les États-Unis

Sans ces mesures, avertissait le ministre, le déficit fiscal de l'État aurait atteint 8,5 G\$ cette année, soit deux de plus que le minimum fixé par le FMI comme condition à un nouveau prêt de près de 40 G\$.

En plus des 2 G\$ de cette année, Lopez Murphy, qualifié de « Taliban financier » par les syndicats argentins, annonçait des réductions supplémentaires des dépenses de l'État de 2,45 G\$ en 2002 et de 3,5 G\$ en 2003.

Trois jours après l'annonce de son plan d'austérité, nouveau coup de théâtre ! Le ministre formé par l'Oncle Sam démissionne à son tour devant une vigoureuse réaction populaire et syndicale qui faisait dire au Financial Times que, même si « en théorie le départ des ministres de l'aile gauche du gouvernement argentin ne pouvait être que de bonnes nouvelles pour les investisseurs », l'inquiétude allait toujours croissante.

Il est de retour !

Lopez Murphy était aussitôt remplacé par nul autre que Domingo Cavallo, un ancien ministre de l'Économie très bien vu de Wall Street. Le New York Times (21 mars) le qualifie de « héros de l'économie néolibérale » et rappelle qu'en 1991, Cavallo a été l'artisan de la convertibilité du peso argentin en dollar (dollarisation de l'économie) en plus d'avoir réalisé une première vague importante de privatisations.

Cavallo n'est même pas membre de l'alliance élue par la population ! Non seulement a-t-il servi l'administration justicialiste de Carlos Menem rejetée par la population lors des élections de 1999, mais il était entre-temps devenu chef d'un parti de droite, Action pour la république, qui n'avait reçu que 10 % des votes !

C'est dans ce contexte que, le 21 mars, le nouveau « nouveau » ministre de l'Économie annonçait sans rire au peuple argentin qu'il remplaçait le plan d'austérité de son prédécesseur par un « Plan compétitivité » dont les principaux éléments sont une réduction des impôts (compensée en partie par une taxation temporaire des transactions financières), une nouvelle ronde de privatisations d'entreprises nationales et une réduction draconienne des budgets déjà faméliques d'assurance-chômage et de sécurité sociale.

Grève générale en pleine ZLEA

Le plan accorde également à Cavallo les pouvoirs lui permettant de mener ses projets par décret sans avoir à les faire approuver par le Sénat.

Le 29 mars, le Congrès approuvait une grande partie du plan Cavallo. Celui-ci se voyait octroyer le pouvoir de réformer les impôts et de restructurer les agences d'État (incluant les ministères) sans autorisation du Congrès. Des pouvoirs similaires de réformer le code du travail, de privatiser les entreprises d'État et de licencier les fonctionnaires lui étaient toutefois refusés.

Ces derniers refus du Congrès sont sans doute dus à la forte mobilisation syndicale et populaire qui a suivi l'annonce du plan Lopez Murphy : grève générale de 24 heures le 22 mars, immenses foules venues souligner le 25e anniversaire du coup d'État de 1976 le 24 mars, et surtout menace d'une autre grève de 36 heures prévue pour les 5 et 6 avril en pleine rencontre préparatoire au Sommet de Québec des 34 ministres du Commerce des pays des Amériques.

L'aut'journal , Montréal, mai 2001

Publié sur globalresearch.ca le 29 août 2001 L'adresse URL de cet article est la suivante :

<http://www.globalresearch.ca/articles/MAL108B.html>

L'Argentine est presque gouvernée par les États-Unis

© Droit d'auteur, André Maltais et l'aut'journal , 2001. Pour utilisation équitable

Post-scriptum :

exclusivement.